

21 juin - 11 novembre... « *9 mois après, le traitement de l'accident est toujours en cours* » comme dirait FIP

Et les Shadocks continuent de pomper...

- Ces derniers mois, Tepco, ses sous-traitants et partenaires étrangers (Areva, Veolia et Kurion) ont mobilisé des centaines de travailleurs pour pomper les milliers de tonnes d'eau radioactive inondant les sous-sols des bâtiments ainsi que pour amener durablement les réacteurs à un état dit « d'arrêt à froid » (température inférieure à 100°C). Cette situation sera l'étape préalable à un début d'intervention sur les combustibles fondus dans les cœurs des tranches 1 à 3 et dans la piscine endommagée de la tranche 4.
- **L'installation de filtration de l'eau radioactive** fonctionne depuis juillet (cocorico d'Areva, qui va toucher 15% des 450 millions que coûte l'ensemble de l'opération). Une partie de l'eau filtrée est réinjectée dans les réacteurs pour les refroidir, initiant ainsi un début de refroidissement en circuit fermé. Et les 3 réacteurs semblent maintenant depuis plusieurs semaines en « arrêt à froid »... Ceci étant, les huiles et particules radioactives issues de la filtration sont stockées (emprisonnées dans des boues) sur le site, tant que le refroidissement précaire sera mis en œuvre. Areva suggère un destin pour ces boues dans une usine de traitement japonaise où Areva a été impliquée... mais qui n'a jamais démarré, suite à des problèmes techniques à répétition.
- **Parallèlement une structure enveloppant le réacteur 1** a été définitivement installée fin octobre. Le réacteur 1, c'est celui dont les structures avaient été soufflées par l'explosion d'hydrogène suite aux attermoissements de Tepco pour intervenir au début de la catastrophe. On espère ainsi limiter des émissions éventuelles de produits radioactifs. Les autres réacteurs seront également recouverts.
- **Emissions ?** Et bien justement, il y a peu, Tepco a signalé (il ne peut plus guère faire autrement) des émissions radioactives incongrues et inquiétantes de xénon 133 et 135 dans les réacteurs 2 et 3, impliquant le développement d'une fission spontanée et localisée. Mais Tepco maintient un calendrier optimiste de début d'intervention sur les combustibles fondus : ça sera début 2012. Un comité d'experts mandaté par le gouvernement estimait (en octobre) que le combustible stocké dans les piscines pourrait être retiré à partir de 2015. Et le combustible fondu des réacteurs 1, 2 et 3 à partir de 2022. Si « l'arrêt à froid » est pérennisé...

Le côté obscur des dégâts environnementaux et sanitaires

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'un grand scepticisme de l'opinion s'est développé en 9 mois à l'égard des informations données tant par le gouvernement et Tepco que par certains scientifiques soupçonnés d'être en cheville avec le lobby nucléaire. Il faut dire que la propension gouvernementale à changer les limites des normes d'exposition quand il y a problème ne facilite pas l'installation de la confiance, pas plus que celle à donner des informations contradictoires sans vision d'ensemble. Résultat : une manifestation de dizaines de milliers de personnes à Tokyo en septembre, alors que des aires restreintes de radioactivité relativement élevée sont repérées dans la conurbation de Tokyo ces derniers mois.

Autre illustration de la méfiance, celle du refus de retour des populations dans l'aire d'évacuation comprise entre 20 et 30 kilomètres de la centrale. Là encore, contrairement aux affirmations gouvernementales, il est avéré que des « taches radioactives » parsèment de façon aléatoire cette aire.

Selon une synthèse de l'IRSN français sur l'étendue de la contamination, des retombées de césium 134 et 137 ont pu affecter des produits alimentaires sur un territoire allant jusqu'à 100 kilomètres de la centrale... mais que depuis juillet les concentrations en radionucléides dans les végétaux tend à diminuer.

Côté océan, ça craint !

L'IRSN fait état d'une très forte contamination en césium 137 : « *le rejet radioactif en mer représente le plus important apport ponctuel en radionucléides artificiels pour le milieu marin jamais observé* ». La réévaluation des rejets de césium observés entre le 22 mars et le 8 avril a « *conduit à un résultat 2 fois plus élevé que celui estimé par l'IRSN en juillet et 20 fois plus élevé que l'estimation faite par Tepco, publié en juin* ».

Un changement de cap énergétique au Japon ? Voire...

Au-delà de la nécessité de ne pas effondrer le réseau et d'assurer la fourniture électrique dans la grande région tokyoïde, les mesures de réduction de consommation à l'œuvre depuis des mois sont-elles significatives d'un tournant vers la sobriété énergétique au Japon ?

Un article récent de *Politis* (4 novembre), optimiste quant aux possibilités de diminuer les consommations d'électricité, irait plutôt dans ce sens... Avec à la clé un petit dérapage néanmoins, quand les auteurs, tout à leur affaire de sobriété énergétique, soulignent que « *les usines ont étalé leur consommation sur l'ensemble de la semaine, avec des équipes qui se relaient pendant le week-end.* » Fait qui avait été dénoncé dans le *Chroniques japonaises* de juin.

Ironie de l'histoire, il est impératif que les usines nippones reprennent une activité normale pour répondre à la mégacommande de voitures électriques pour les administrations françaises : elles fournissent les véhicules Peugeot et les batteries Renault !

Il semble plutôt qu'actuellement gouvernement et compagnies électriques subissent le défaut de production et la sobriété de consommation d'électricité.

Ils cherchent à augmenter la production rapidement !

- **Tepco annonce en septembre qu'il n'y aura pas de coupure** car il est capable de produire de 48,9 TWh à 54,3 TWh pour répondre à une demande qui varie entre 40,3 TWh et 48,3 TWh. Les centrales thermiques tournent plein pot. Tepco veut doubler la puissance de son parc d'urgence et a débuté les négociations avec les autorités locales pour accroître de 50% (à 2 700 MW) d'ici à 2014 la puissance de ses turbines à gaz dans ses nouvelles centrales Kashima et Chiba.

- **Le gouvernement souhaite finaliser une nouvelle politique énergétique** d'ici à l'été 2012, avec comme objectif de « *réduire autant que possible la part de l'électricité d'origine atomique* »... et le nouveau ministre de l'industrie a demandé en septembre l'avis (l'aval ?) de l'AIEA sur la possibilité de redémarrer les centrales nucléaires actuellement en arrêt de précaution, ainsi que celles en période de maintenance (fin décembre ce sont 48 réacteurs sur 54 qui seront à l'arrêt, dont une majorité répondant à la situation soumise à l'IAEA). Il est notable que le Japon poursuit ses ventes internationales de centrales durant la crise nucléaire intérieure : 2 réacteurs au Vietnam, une exclusivité en Turquie (le Japon est retenu car il a l'expérience du risque sismique encouru par les centrales !)..
- **Il est question d'une montée en puissance des filières EnR** pour produire de l'électricité, avec l'exemple d'un parc d'éoliennes flottantes installées en face de Fukushima... d'ici à 2020. Il est fort probable qu'un effort sera fait, alors que les EnR n'entrent actuellement que pour 9% dans le mix de production. Mais les technologies des énergies renouvelables sont avant tout une affaire d'exportation, au cœur des priorités du nouveau ministre des Affaires étrangères, comme il l'a rappelé lors de sa nomination en septembre.
- **Ceci étant, les compagnies électriques établissent de gros contrats de fourniture de fioul et surtout de GNL.** Ainsi la compagnie Chubu a retenu une fourniture de gaz pour 900 millions d'euros. Au côté des fournisseurs traditionnels de gaz au Japon (Australie, Moyen-Orient...), on trouve maintenant Gazprom, intéressé par la livraison de gaz dans le cadre du projet d'usine de liquéfaction Sakhaline 2, et des compagnies américaines prêtes à expédier du gaz de schiste liquéfié à partir de 2015.

Les salariés de Tepco font les frais des suites financières de la catastrophe

Début août, le Japon a adopté une loi créant un organisme public chargé de verser des indemnités de plusieurs dizaines de milliards d'euros aux victimes de la catastrophe nucléaire. Le gouvernement injectera dans un premier temps l'équivalent de 18 milliards d'euros (le montant final sera beaucoup plus élevé).

Tepco et d'autres producteurs d'électricité nucléaire contribueront à ce fonds.

Fin octobre, Tepco demande au gouvernement une aide gouvernementale d'urgence équivalente à 6,6 milliards d'euros, gouvernement qui demande en contrepartie une cure d'austérité à Tepco, qui va vendre des actifs (y compris solaires !), mais pas seulement... car ce sont 14% des effectifs qui seront supprimés d'ici 2014, alors que bas salaires avaient été sabrés au cours du 2^e trimestre.